

L'Euro en question

Les divergences de conceptions entre la France et l'Allemagne rendent le lancement de la monnaie unique improbable.

Il faut saluer la souplesse des socialistes. Après nous avoir engagé il y a quelques années dans la politique de conservatisme financier avant de nous enfermer dans le piège de la monnaie unique à Maastricht, ils s'apprêtent probablement aujourd'hui à nous en sortir, pour le plus grand bien de l'économie française. C'est qu'ils ont compris que la mécanique de l'union monétaire conduisait inéluctablement au suicide politique lors des élections.

Le précédent gouvernement avait, trop timidement, amorcé le mouvement en soulignant au sommet de Dublin que le pacte de stabilité imposé par l'Allemagne était trop restrictif pour l'économie française qu'il menaçait d'étouffement permanent. C'était, bien tardivement, le bon sens. La France demandait en conséquence qu'un objectif de croissance et d'emploi figure à côté de celui de stabilité des prix dans la définition de la future politique monétaire unique de l'Europe. C'était clairement remettre en cause la conception allemande selon laquelle une monnaie européenne devait être aussi forte que le mark et gérée de façon au moins aussi conservatrice. Du même coup la nouvelle position française faisait renaître tous les soupçons de laxisme inflationniste que les dirigeants monétaires de l'autre bord du Rhin nourrissent à notre égard. Elle rendait improbable un accord des deux principaux protagonistes de l'aventure Euro sur un lancement effectif à la date prévue.

Critères techniques

Mais avec le gouvernement Jospin les choses deviennent beaucoup plus claires. Le ministre de l'économie a déjà expliqué à nos partenaires que rien ne pressait et que l'on ne pouvait se dispenser d'un accord sur le fond avant de céder définitivement la responsabilité de la politique monétaire et de change à des eurocrates indépendants des gouvernements élus.

Dans le même temps la résistance à l'Euro se faisait plus forte en Allemagne au fur et à mesure que l'échéance de 1998 approchait. Horst Siebert, président de l'Institut de l'Economie mondiale de Kiel, expliquait il y a quelques mois dans ces colonnes (*Le Figaro* du 30 janvier 1997, "L'union monétaire exige une philosophie commune") qu'il n'était pas raisonnable de vouloir mettre en place une monnaie unique et une gestion monétaire européenne sans s'être mis d'accord au préalable sur ce que devait être cette dernière, et ce d'autant plus qu'on voulait en confier la gestion à des techniciens indépendants du pouvoir politique. Dans ce cas il faut évidemment que les critères de gestion soient, dès le départ, dépourvus de toute ambiguïté. C'est une position largement partagée en Allemagne.

Pris aujourd'hui entre une conjoncture économique dégradée qui appelle plus de facilité monétaire et la volonté du peuple allemande de conserver un mark solide, d'où découle la nécessité d'exclure du premier cercle de l'Euro les pays à gestion financière plus relâchée de l'Europe du Sud, le Chancelier Kohl vient de perdre une bataille décisive face à la Bundesbank. Ce qui montre que la position de conservatisme monétaire pur et dur reste dominante en Allemagne. En adoptant une position différente, la France poursuit son vieux rêve d'infléchir la stratégie macro-économique de la république fédérale. Mais cette illusion tend aujourd'hui à se dissiper lorsque les positions se clarifient, au pied du mur.

Divergence

On s'aperçoit enfin qu'il n'y a pas de solution possible à la divergence franco-allemande. Les observateurs et les dirigeants commencent à reconnaître que le calendrier de l'union sera probablement retardé. Et que peut-être même l'Euro ne se fera pas. Le débat est enfin ouvert et les langues se délient.

Ceux qui nous avaient asséné leur certitude sur sa réalisation inéluctable crient alors à la catastrophe. Il serait horriblement coûteux de ne plus faire la monnaie européenne. Mais coûteux pour qui ? Pas pour l'économie en général qui pourrait enfin renouer avec la croissance à la faveur d'un taux de change plus réaliste et de taux d'intérêt qui pourraient encore baisser sensiblement. Il n'y a pas de crainte à avoir non plus du côté de l'inflation qui ne menace nulle part, même pas dans les pays qui ont laissé librement flotter leurs monnaies comme les Etats-Unis ou la Grande-Bretagne, et ont connu en conséquence des taux de croissance appréciables, voire exceptionnels.

Non, l'abandon de l'Euro ne sera coûteux que pour les bureaucrates qui l'ont conçu et qui mettent en place les "usines à gaz" administratives et comptables que nécessiterait sa création. Il y a fort à parier que des calculs précis montreraient que le développement de l'Euro coûterait plus cher, et pendant plus longtemps, que son abandon pur et simple.

Quant à l'argument selon lequel la convergence nous a demandé beaucoup d'efforts et qu'il serait absurde de renoncer si près du but, il ne tient pas un instant. Il néglige le fait que le sacrifice de la croissance devrait se poursuivre même une fois l'Euro en place, si du moins c'était la conception allemande de la bonne politique monétaire qui l'emportait. Or l'Allemagne vient de démontrer une fois de plus qu'elle ne se lancera dans l'aventure que si l'on joue selon ses propres règles. D'autre part, tous les économistes et les chefs d'entreprise savent qu'un mauvais investissement réalisé dans le passé ne constitue jamais une bonne raison pour maintenir en survie une entreprise trop coûteuse pour dégager des profits. Il faut accepter les pertes passées pour éviter de pérenniser des pertes futures.

Nos dirigeants, de gauche et du centre, devraient s'inspirer de ce constat. Ils nous ont engagés inconsidérément dans l'aventure sans issue de la monnaie unique. Ils portent la lourde responsabilité du ralentissement de l'économie et du chômage qui en résultent. Mais aujourd'hui,

à la dernière minute, le sens des réalités reprend le dessus. Français et Allemands en viennent à reconnaître que le projet n'est pas viable, au moins pour le moment. Il n'est que temps de choisir la raison et de se donner le temps de la réflexion.

JJR